



BURUNDI : Au delà du débat constitutionnel

Par [Colette Braeckman](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2015

[CETRI](#)

Sourd aux avertissements émanant aussi bien de la société civile, de ses collègues ex-présidents, de l'Église catholique, d'une partie de l'armée et des services de renseignements, le président Nkurunziza est allé de l'avant, habité par la foi selon ses partisans, autiste selon ses adversaires. Cette obstination dépasse aujourd'hui le cas de sa personne, elle risque de ramener le Burundi au bord de l'abîme. Ce gouffre d'où les accords d'Arusha, conclus en 2000 sous la houlette de Nelson Mandela l'avaient tiré après des années de négociations extraordinairement délicates.

Dans les années qui suivirent, on put, avec prudence, parler de « miracle burundais » : les clivages et les haines ethniques, qui avaient provoqué le « génocide sélectif » des intellectuels hutus en 1972, engendré le cycle des tueries, des assassinats et de la répression (Ntega Marangara en 1989, l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye en 1993) semblaient reculer progressivement, céder la place à des rivalités strictement politiques, à des élections tenues à intervalles réguliers, à des alternances et des partages du pouvoir...

Ces quinze années de reconstruction, qui avaient aussi permis au Burundi de devenir un acteur de paix, pourvoyeur de Casques bleus en Somalie et en Centrafrique, vont-elles être jetées aux oubliettes à cause de l'obstination d'un homme cerné sinon manipulé par une poignée d'irréductibles ?

Si la crise actuelle ne se dénoue pas rapidement, les risques font froid dans le dos. Car tous les Burundais, Hutus comme Tutsis, sont encore hantés par la peur de l'autre, par le souvenir de la mort ou de l'exil, marqués par la relative impunité des assassins. Leur « vivre ensemble » n'est encore qu'un équilibre fragile, garanti par des accords qui risquent aujourd'hui d'être jetés aux oubliettes. Il ne faudrait pas grand-chose pour que les démons de la haine ethnique, si patiemment conjurés, ne resurgissent, réactivés par de cyniques manipulateurs. Et dans ce cas, la poudrière burundaise, à nouveau rallumée, mettrait le feu à toute la sous-région et obligerait les voisins à se transformer en pompiers et/ou pyromanes.

On est ici bien au-delà de la polémique constitutionnelle et du juridisme : ce qui se joue est une question de vie et de mort, pour une démocratie fragile mais surtout pour des citoyens en danger.

La source originale de cet article est [CETRI](#)

Copyright © [Colette Braeckman](#), [CETRI](#), 2015

Articles Par : [Colette Braeckman](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca